

LE DÉVELOPPEMENT DES CAISSES DE MICROFINANCE ET DU CRÉDIT AVEC ÉDUCATION AU PROFIT DES FEMMES VULNÉRABLES À MADAGASCAR

Alain Razafindratsima



Depuis 2010, à Madagascar, le projet d'Appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M) soutient le développement d'un réseau de microfinance dans le but de faciliter l'accès aux services financiers des populations vulnérables. Dans une démarche de finance inclusive, le projet a mis en place un crédit innovant, le Crédit avec éducation (CAE), adapté aux besoins spécifiques des femmes. Le crédit, testé dans deux caisses à partir de 2012, est vite devenu le crédit le plus sûr avec un taux de remboursement de 100 % à l'échéance témoignant ainsi de la viabilité d'une telle initiative.

Au sud-ouest de Madagascar, dans les régions Menabe et Melaky où intervient le projet d'Appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M), l'accès au financement formel est très faible. Cette vaste zone de 20 000 km², qui comprend deux régions, sept districts et 19 communes rurales, ne compte qu'une seule caisse de microfinance. En outre, les conditions d'octroi des crédits, qui nécessitent des garanties, excluent la frange la plus vulnérable de la population d'un éventuel financement par cette unique caisse.

Or, le besoin en services financiers est réel. Les exploitations agricoles, de type familial, affichent une superficie moyenne de 1 ha pour un ménage de six personnes et une faible productivité. Elles disposent d'une faible capacité d'épargne et ont un taux d'endettement souvent très élevé. Les petits producteurs les plus vulnérables sont aussi ceux qui commercialisent les volumes les plus réduits et qui ont, avant la récolte, des besoins de trésorerie relativement élevés. De ce fait, ils n'ont d'autre choix que de recourir aux services des usuriers, qui pratiquent des taux d'intérêt dépassant 100 %, ou de vendre une partie, voire la totalité, de leur production « sur pied » avant la récolte à des prêteurs informels à des prix deux à trois fois plus bas que le prix payé après la récolte. Ce type de transactions maintient les producteurs dans une forte précarité et entraîne une spirale sans fin d'endettement et de paupérisation.

Pour pallier cela, le projet AD2M appuie le développement d'un réseau de microfinance depuis 2010 sur l'ensemble de sa zone d'intervention avec la création d'un produit spécifique : le Crédit avec éducation (CAE), destiné spécifiquement aux femmes vulnérables.

Le développement d'un réseau de caisses de microfinance et du Crédit Avec Éducation

La mise en place de caisses de microfinance en général, et le développement de crédits avec éducation en particulier a pour finalité d'améliorer l'accès des populations au financement de proximité. Pour atteindre cet objectif, le projet AD2M a d'abord cherché à densifier les caisses de microfinance en s'appuyant sur un partenariat avec la seule institution de microfinance présente dans la zone : le réseau CECAM (Caisse d'épargne et de crédits agricoles mutuels). Compte tenu des conditions défavorables à la mise en place de microfinance dans les régions Menabe et Melaky (enclavement, faible densité de population, fort taux d'analphabétisme, pauvreté et insécurité rurale), tous les spécialistes prédisaient l'échec de toute tentative allant dans ce sens.

Des appuis à l'installation des caisses ont été fournis à l'institution de microfinance avec la construction de

Couverture Une des 10 caisses mises en place par le Projet AD2M

À droite Grâce au CAE, Victorine a pu ouvrir une épicerie et améliorer ses revenus

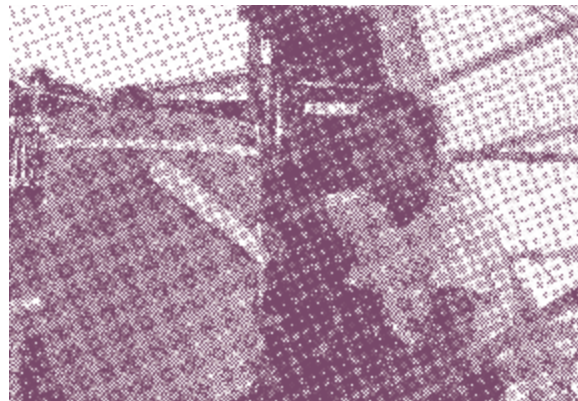
bâtiments, l'équipement en matériels roulants (moto), informatiques et mobiliers de bureau, et la formation du personnel, notamment les animatrices. Le projet a aussi subventionné les pertes d'exploitation de la microfinance durant quatre ans, sachant qu'elle ne pourrait être rentable qu'au bout d'un certain temps d'exploitation. Ceci s'est fait de façon dégressive : 100 % des pertes en année 1, 75 % en année 2, 50 % en année 3 et 25 % en année 4. Le projet a aussi doté les caisses d'un fonds de 150 millions MGA pour l'octroi des premiers crédits aux bénéficiaires.

Toutefois, les personnes vulnérables, notamment les mères célibataires, très nombreuses dans la zone, restaient exclues d'un tel dispositif car la microfinance exige des garanties matérielles pour obtenir un crédit. Or la plupart de ces personnes ne possèdent pas d'actifs, une situation aggravée par l'insécurité rurale (vol de bovidés) qui sévit depuis ces dernières années puisque le bétail constitue la principale garantie des ménages. Le CAE a donc été conçu et développé par la microfinance en 2012, sous l'impulsion du projet AD2M, afin de permettre à cette frange de la population d'accéder au financement.

Un crédit de proximité innovant, taillé pour les populations vulnérables

Contrairement aux services traditionnels, ce crédit n'exige pas de garantie matérielle. Les bénéficiaires, uniquement des femmes regroupées au sein d'associations de crédits solidaires (ACS), se cautionnent mutuellement pour rembourser les crédits qui restent toutefois individuels. La formation du groupe et le choix des membres sont libres, sans aucune intervention extérieure. Des animatrices dédiées au suivi des ACS sont recrutées et formées par l'institution de microfinance.

Les crédits, qui concernent principalement des activités génératrices de revenus à rotation rapide, sont octroyés pour une durée de trois mois avec un taux d'intérêt de 24 %. Après remboursement du premier crédit, que l'on appelle « cycle de crédit », le groupe a droit à un deuxième cycle de trois mois, et ce jusqu'à neuf cycles de crédit. Le montant octroyé, qui est très modeste au départ, augmente avec le cycle, passant de 40 000 MGA par personne en premier cycle à 1,5 million MGA par personne en neuvième cycle de crédit. Le remboursement se fait mensuellement, mais étant donné le caractère de retour de fonds rapide des activités, des provisions hebdomadaires sont constituées au niveau du groupe afin que le recouvrement ne pèse pas trop sur la trésorerie en fin de mois. Après le neuvième cycle de crédit, les bénéficiaires intègrent la microfinance classique.



Des formations sont dispensées aux bénéficiaires du CAE, afin de leur permettre de bien gérer le crédit octroyé (gestion de la trésorerie, compte d'exploitation), mais également soutenir leur épanouissement (sensibilisation à l'hygiène alimentaire, planning familial, prévention du VIH, etc.).

Le mobile banking est utilisé par les caisses où il y a une couverture téléphonique afin de faciliter et surtout sécuriser les transactions. Cette technologie innovante, qui permet de consulter le solde, payer les échéances de crédit et retirer de l'argent via son téléphone portable, n'est encore qu'au stade pilote dans certaines caisses mais les résultats obtenus sont encourageants.

Jeune mère célibataire, Victorine vit dans la commune d'Ankilizato, dans la région du Menabe. Venant des Hautes Terres de Madagascar, elle fait du salariat agricole pour subvenir à ses besoins. Ne possédant presque rien, elle a réussi à créer son épicerie grâce au CAE. En effet, profitant d'un grand projet de réhabilitation d'un barrage lancé dans son village – et du nombre important de main-d'œuvre –, elle a commencé à vendre du café, du thé et des beignets sur le chantier. N'ayant pas de fonds de démarrage, elle a adhéré à l'association de caution solidaire MANDROSO, dont elle est devenue présidente par la suite, pour obtenir un crédit. Le premier cycle de crédit de 40 000 MGA a été juste suffisant pour acheter deux thermos, de la farine et du sucre, nécessaires pour faire tourner sa petite gargote. Comme le chantier va durer deux ans, elle parvient à faire vivre son commerce tout en diversifiant son offre avec la vente de soupes et de repas complets. Son affaire marche !

Une étude d'évaluation d'impact menée en 2015 montre que le revenu moyen annuel des ménages emprunteurs de crédits CECAM est 1,6 fois supérieur à ceux des non bénéficiaires.

Le CAE, un taux de recouvrement de 100 %

Suite à la mise en place de caisses de microfinance, une amélioration notable de l'accès des populations rurales des régions Menabe et Melaky aux services financiers de proximité a été observée entre 2010 et 2017. Durant cette période, 3 500 personnes ont pu intégrer le système de microfinance. Si la zone d'action du projet ne comptait qu'une seule caisse au démarrage, 10 communes sur les 19 sont actuellement couvertes après l'extension dans le Melaky en 2013. Le nombre d'adhérents de ces caisses a presque triplé, passant de 1 330 en 2010 à 3 500 en 2017, dont 1 500 femmes. Le taux de participation aux activités de microfinance a aussi augmenté, passant de 20 % à 71 %.

Une culture de crédit s'est ainsi installée petit à petit. Le montant de crédit octroyé annuellement dans la zone a plus que doublé, passant de 610 millions MGA en 2010 à 1,4 milliard MGA en 2017, avec un octroi cumulé de 8 milliards MGA pour près de 5 000 dossiers de crédit durant cette période. Le montant moyen octroyé par dossier de crédit est de 1,6 million MGA, soit 13 % supérieur à l'ensemble de CECAM des régions.

Une étude menée en 2015 a également fait ressortir que le recours à la finance informelle, en particulier l'usure, a notablement diminué, passant de 10 % à 2 %.

À ses débuts, en 2012, le réseau CECAM fut contraint de tester le CAE au niveau de deux caisses. Il l'a ensuite étendu à l'ensemble des caisses de la zone du projet, mais également à des caisses hors zone d'intervention. Car le crédit avec éducation est vite devenu le crédit le plus sûr avec un taux de recouvrement de 100 % à l'échéance ! Si pour l'ensemble des crédits, l'octroi annuel a doublé, pour le CAE, il a plus que décuplé entre 2012 et 2017, passant de 21,6 millions MGA à 251,7 millions MGA, pour 125 groupes bénéficiaires, représentant près de 2 000 personnes. L'efficacité de l'approche est reconnue par les autres partenaires, et son développement se poursuit, pour l'ensemble des caisses dans le Menabe, celles hors zones d'intervention du projet comprises, dans le cadre d'une convention signée avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 2014.

Au niveau des bénéficiaires, ces résultats se font sentir sur leur niveau de vie et leur bien-être. Une étude d'évaluation d'impact menée en 2015 montre que le revenu moyen annuel des ménages emprunteurs de crédits CECAM est 1,6 fois supérieur à ceux des non bénéficiaires. Le cas de Victorine illustre bien ce point, car sa vie a complètement changé. « *Avec le salariat agricole, je ne gagne que 2 000 MGA par jour, de façon irrégulière. Avec la vente de beignets, thé et café, mes chiffres d'affaires tournent autour de 5 000 MGA par jour. Avec la*

diversification aux soupes et repas, ceux-ci passent à 30 000 MGA par jour, » se félicite-t-elle. Et le remboursement du crédit ne lui pose aucun problème. Elle fait d'ailleurs très attention à cela car les mauvais payeurs sont bannis du groupe et elle se doit de donner l'exemple en tant que présidente. Avec l'augmentation du montant de crédits consentis au fur et à mesure de l'évolution du cycle, auquel s'ajoutent les bénéfices de son commerce au chantier, elle a pu ouvrir une épicerie au village. Vitorine ne compte pas s'arrêter là : « Actuellement en sixième cycle, je peux louer des rizières et je compte, à la fin du neuvième cycle, acquérir une parcelle rizicole ou des bovins. »

Le problème prégnant de l'insécurité rurale

Malgré ces résultats positifs, le développement des caisses de microfinance et des CAE demeure confronté à des contraintes et obstacles. Tout d'abord, le Crédit avec éducation, qui concerne essentiellement le petit commerce, se prête mal aux activités agricoles. De ce fait, il se développe rapidement au niveau des caisses urbaines ou périurbaines mais difficilement au niveau des caisses rurales. Par ailleurs, le taux élevé d'analphabétisme rend difficiles les formations et l'encadrement prodigués dans le cadre du projet. Le manque d'actes de naissance et de cartes d'identité nationales chez certains bénéficiaires, pourtant exigés pour l'adhésion, s'ajoute aux difficultés. Surtout, une insécurité rurale grandissante perturbe les activités économiques des bénéficiaires et menace les caisses de microfinance qui gèrent des liquidités, même limitées. Si le projet AD2M a su résoudre certains de ces problèmes, en menant des activités d'alphabétisation fonctionnelle ou en appuyant la délivrance de cartes d'identité, les questions sécuritaires ne sont pas de son ressort. Seules les autorités compétentes peuvent agir efficacement sur ce fléau national.

Conclusion

La mise en place des caisses de microfinance et du crédit CAE constitue une véritable innovation. Cette expérience montre clairement que l'on peut mettre en œuvre une finance rurale « inclusive » pour offrir des services financiers de proximité spécifiques aux ménages les plus vulnérables, même dans des zones difficiles, leur permettant de sortir de la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie.

La réussite du projet doit beaucoup aux appuis conséquents octroyés à l'institution de microfinance, aussi bien les investissements « structurants », que les activités de développement agricole menées par le projet (qui ont créé une dynamique économique plus favorable à la microfinance) ou l'encadrement de proximité des bénéficiaires par l'intermédiaire des animatrices.

Toutefois, dans le cadre d'un futur partenariat de mise en place d'une telle initiative, il est nécessaire d'impliquer davantage les institutions de microfinance pour qu'elles se positionnent davantage comme « porteurs de projets ». Les fonds de crédits, qui constituent en quelque sorte le fonds de roulement des institutions de microfinance, pourraient par exemple être supportés en totalité par ces dernières.



Alain Razafindratsima est responsable de Suivi-évaluation du projet AD2M.
rse@ad2m.mg